



Conseil économique et social

Distr. générale
14 mars 2019
Français
Original : anglais

Session de 2019

26 juillet 2018-24 juillet 2019

Point 20 de l'ordre du jour

**Instituts de recherche et de formation
des Nations Unies**

Rapport du Conseil de l'Université des Nations Unies sur les travaux de l'Université

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	2
II. Un réseau mondial de recherche et de formation	3
III. Promouvoir des changements positifs par la recherche	9
IV. Former les dirigeants de demain	17
V. Diffuser des savoirs et de l'expertise	20
VI. Continuer d'évoluer comme principal centre de réflexion du système des Nations Unies	24
Annex	
Membres du Conseil de l'Université des Nations Unies	28



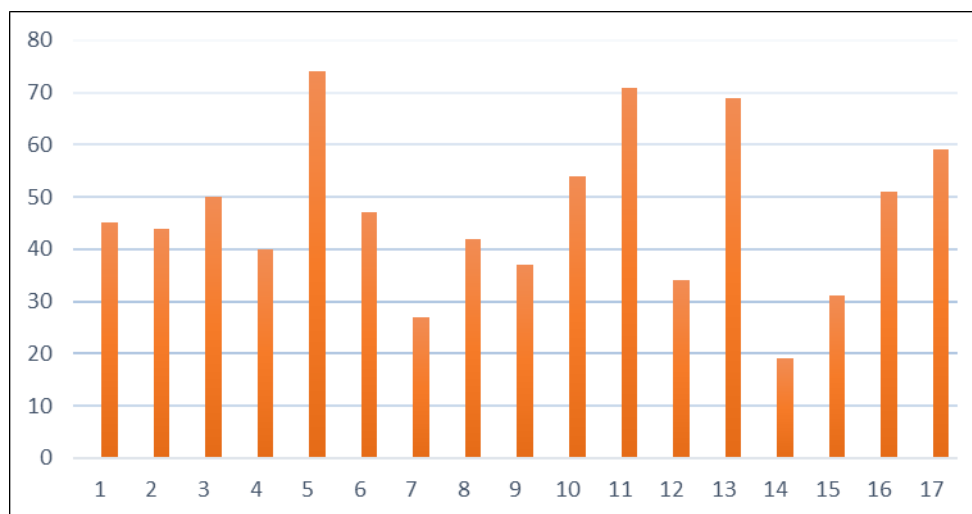
I. Introduction

1. L'Université des Nations Unies (UNU) a été créée par l'Assemblée générale comme une communauté internationale de chercheurs se consacrant à des travaux de recherche, de formation postuniversitaire et de diffusion des savoirs, ayant pour mission de consacrer ses travaux de recherche aux problèmes mondiaux pressants qui compromettent la survie, le développement et le bien-être de l'humanité.

2. Il n'est donc pas surprenant que son programme de recherche soit étroitement lié au Programme de développement durable à l'horizon 2030 et traite des 17 objectifs de développement durable. À titre d'exemple, l'Université a mené au total 185 projets en 2018, dont un certain nombre ont contribué à plusieurs objectifs de développement durable (voir figure I). Au travers de ses 16 instituts¹ basés sur cinq continents, l'Université des Nations Unies s'appuie sur l'expertise de plus de 400 chercheurs qualifiés pour développer des solutions fondées sur des données probantes et défendre des politiques réalistes à même d'aider les États Membres de l'Organisation des Nations Unies à atteindre les cibles fixées dans les objectifs de développement durable. Les objectifs et leurs cibles étant interconnectés, l'Université est particulièrement active dans les domaines où différents objectifs convergent.

Figure I.

Nombre de projets de l'Université des Nations Unies portant sur chacun des objectifs de développement durable (2018)



3. L'Université des Nations Unies est, avant tout, un réseau de recherche axé sur le développement de solutions. Ses chercheurs étudient les activités humaines et les façons dont elles modifient le monde et affectent la vie des personnes. Le but ultime de l'Université est de contribuer, par la recherche, à un développement durable dans le monde permettant aux générations actuelles de vivre dans un environnement caractérisé par la sécurité, la liberté, la dignité et la bonne santé, sans compromettre la capacité des générations futures de faire de même.

¹ Dans le présent document, le terme « instituts » est employé au sens large pour désigner non seulement les 11 unités dont le nom comporte le terme « institut », mais également le Centre de recherche sur les politiques, le Groupe opérationnel pour la gouvernance électronique au service des politiques publiques, ainsi que les programmes de recherche et de formation de l'UNU en Islande et en République bolivarienne du Venezuela.

4. L'UNU, qui fonctionne essentiellement comme un centre de réflexion au service du système des Nations Unies, dispose donc d'un positionnement singulier lui permettant de contribuer aux débats mondiaux, et la liberté universitaire garantie par sa charte lui permet de donner des avis impartiaux et scientifiquement rigoureux sur des questions sensibles.

5. Outre sa fonction principale de recherche, l'Université est également une institution de formation postuniversitaire et de renforcement des capacités. Elle propose une offre originale de formations, dont des programmes d'études postuniversitaires, qui contribuent à doter les dirigeants de demain du bagage intellectuel nécessaire pour faire face aux enjeux mondiaux. En diffusant le fruit de ses recherches par la voie de publications, dont la plupart sont consultables gratuitement sur Internet, et de manifestations, l'UNU contribue à promouvoir des échanges dynamiques dans les milieux universitaires et scientifiques du monde entier.

6. Le présent rapport décrit les activités de recherche et de formation menées par l'Université en 2018, et notamment sur ses contributions aux processus mondiaux d'élaboration des politiques, ses collaborations avec d'autres organismes des Nations Unies et ses actions de terrain. Il traite également des activités de diffusion des savoirs de l'Université et met en lumière certaines évolutions et priorités institutionnelles.

7. Le présent rapport n'inclut pas d'inventaire exhaustif du fonctionnement et des réalisations de l'Université en 2018, mais propose plutôt un tour d'horizon général de l'étendue thématique et géographique de ses travaux. Des informations complémentaires sur les travaux de l'Université sont consultables sur son site Web (<http://unu.edu>). On peut notamment y consulter l'édition la plus récente de son rapport annuel (*United Nations University Annual Report*) et l'outil en ligne *UNU Sustainable Development (SD) Explorer* (<https://unu.edu/explore>), qui fournit des renseignements sur une sélection de projets de recherche, d'experts et de publications de l'UNU afin de mettre en lumière les liens entre les travaux de l'Université et chacun des 17 objectifs.

8. Des informations complémentaires concernant les contributions de l'UNU à la mise en œuvre du Programme 2030 et des objectifs de développement durable sont consultables sur Internet via la base de données *United Nations System Sustainable Development Goals Action Database* (<https://sustainabledevelopment.un.org/content/unsurvey/organization.html?org=UNU>).

9. Des informations (commentaires, recherche et actualités) provenant de toutes les composantes de l'UNU sont proposées tous les mois dans le bulletin d'information en ligne Insights (consultable à l'adresse <https://unu.edu/insights#archive>).

II. Un réseau mondial de recherche et de formation

Gouvernance et direction des opérations

10. L'organe directeur de l'Université est le Conseil de l'Université des Nations Unies, composé de 16 membres, dont 12 membres nommés siégeant à titre individuel et non comme représentants de leur pays (voir annexe), ainsi que le Recteur de l'UNU et trois membres de droit, à savoir le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et le Directeur exécutif de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR). Le Conseil se réunit deux fois par an : il a ainsi tenu sa soixante-neuvième session les 4 et 5 juin 2018 à Bonn (Allemagne) et sa soixante-dixième session les 10 et 11 décembre 2018 à Tokyo.

11. Plus haut responsable académique et administratif de l'Université, le Recteur a rang de Secrétaire général adjoint. Basé au siège de l'UNU à Tokyo, il est épaulé par le personnel du Bureau du Recteur et conseillé par un groupe de gestion (composé des vice-recteurs, du Directeur de l'Administration et du Chef du Service administratif).

12. Chaque institut du système de l'UNU est dirigé par un directeur, qui bénéficie des conseils d'une commission consultative internationale². Le rassemblement annuel des directeurs d'instituts est appelé Conférence des directeurs et traite de questions de politique générale et de coordination. La cinquantième session de la Conférence s'est tenue au siège de l'UNU à Tokyo les 7 et 8 décembre 2018. Le 10 décembre 2018, les membres de la Conférence et les membres du Conseil de l'UNU se sont rassemblés pour une journée complète de réunions conjointes.

Présentation de la structure mondiale de l'Université des Nations Unies en 2018

13. L'Université des Nations Unies regroupe 16 instituts, chacun autour d'un thème spécifique de recherche et de formation conformément à son statut et à son accord de siège. La structure mondiale de l'UNU est coordonnée par le Centre de l'UNU, qui comprend un bureau à Tokyo (également appelé siège de l'UNU, composé du Bureau du Recteur et de plusieurs unités de services administratifs, pédagogiques et techniques), ainsi que le Vice-rectorat de l'UNU en Europe (Bonn), et une unité auxiliaire de services administratifs à Kuala Lumpur.

Afrique

Institut des ressources naturelles en Afrique (Accra)

14. Pour l'Institut des ressources naturelles en Afrique (UNU-INRA), 2018 a été une année de transition marquée par d'importants mouvements de personnel, dont l'arrivée en septembre d'un nouveau Directeur, et par l'achèvement de son plan stratégique 2015-2018. L'Institut a continué de privilégier la recherche de solutions aux questions cruciales d'environnement, de climat et d'énergie, comme en témoignent ses travaux sur le projet « Évaluation de la vulnérabilité face aux changements climatiques de l'aménagement de la lagune de Fresco » et le programme de centre d'innovation climatique au Ghana. L'Institut a organisé plusieurs concertations, ou y a participé, dont un débat multipartite sur la création d'entreprises « vertes » au moyen d'une agriculture intelligente face aux changements climatiques, et a proposé sa formation phare sur les systèmes d'information géographique et la télédétection à des chercheurs et gestionnaires dans le domaine des ressources naturelles.

Asie

Institut pour l'informatique et la société [Macao (Chine)]

15. Au cours des trois années écoulées depuis sa création, l'Institut pour l'informatique et la société (UNU-CS) a su consolider des projets de recherche qui ont une incidence directe sur le secteur en pleine évolution des technologies de l'information et des communications. En 2018, ses recherches ont surtout porté sur la fracture numérique entre les sexes, la traite des êtres humains et les données au service du développement durable. L'Institut a mis au point un outil numérique qui sert à des

² Ces organes sont aussi parfois appelés comités consultatifs, et chaque institut de l'UNU est doté soit d'un comité consultatif, soit d'une commission consultative.

gouvernements et à des organisations non gouvernementales pour lutter contre le crime transnational de traite des êtres humains et a publié une étude de référence sur la fracture numérique entre les sexes, coproduite avec l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), l'Union internationale des télécommunications (UIT) et plusieurs partenaires universitaires. Il a également consolidé ses partenariats avec plus de 40 parties prenantes, dont d'autres organismes des Nations Unies, afin d'accroître les retombées de ses travaux.

Institut des hautes études sur la viabilité (Tokyo)

16. L'Institut des hautes études sur la viabilité (UNU-IAS) a pris part à plusieurs processus internationaux en 2018. En effet, l'Institut a accompagné la procédure intergouvernementale d'examen et de suivi du Programme 2030 dans le cadre du Forum politique de haut niveau pour le développement durable, notamment par la présentation de ses recherches et résultats, dont des directives techniques pour la mise en œuvre de partenariats multipartites (coproduites avec la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique) à l'occasion d'une manifestation parallèle au Forum. L'Institut a également contribué à faire progresser les actions de la Convention sur la diversité biologique, ainsi que les efforts engagés par les États Membres pour atteindre les objectifs d'Aichi relatifs à la diversité biologique, par un accompagnement scientifique et stratégique, dont l'analyse d'approches de gestion intégrée des paysages dans les stratégies et plans d'action nationaux pour la biodiversité. L'Institut a également continué d'établir des passerelles entre les priorités liées à l'adaptation aux changements climatiques et celles liées à la réduction des risques de catastrophe, notamment par l'organisation d'une réunion d'experts du Comité de l'adaptation de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, axée sur les objectifs nationaux d'adaptation et leurs liens avec les objectifs de développement durable et le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030), et par la contribution aux rapports du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat.

Institut international pour la santé mondiale de l'Université des Nations Unies (Kuala Lumpur)

17. Sur la base d'un examen externe de ses travaux et d'une étude du paysage actuel de la santé mondiale, menés en 2018, l'Institut international pour la santé mondiale (UNU-IIGH) a élaboré une nouvelle stratégie quinquennale dont les priorités seront la traduction des données factuelles en politiques, la réalisation d'analyses présentant un intérêt pour les politiques et le renforcement des capacités locales de décision sur des questions fondamentales ayant trait au développement durable, aux questions de genre et à la santé publique mondiale. En 2018, l'Institut a également co-organisé l'inauguration du Commonwealth Centre for Digital Health, qui a conduit à la création de la Global Digital Health 2030 Innovation Task Force. L'Institut a également coparrainé une réunion régionale avec la Banque asiatique de développement et la Banque islamique de développement, et profité de l'occasion pour organiser une concertation entre ministères de la santé, universitaires experts et partenaires de développement de la région.

Europe

Institut pour les études comparatives d'intégration régionale [Bruges (Belgique)]

18. Pour l'Institut pour les études comparatives d'intégration régionale, l'année 2018 s'est caractérisée par une montée en charge progressive. Les capacités internes d'expertise de l'Institut se sont enrichies grâce à l'arrivée de nouveaux professeurs, doctorants et professeurs invités en résidence longue. Son cycle de

séminaires de recherche, récemment inauguré, a permis d'accueillir des universitaires, pleins d'avenir ou plus expérimentés, qui ont présenté leurs connaissances et leur expertise au grand public, à des étudiants, à leurs homologues ou à des responsables politiques. L'Institut a également joué un rôle majeur dans deux jeux de simulation, créés en collaboration avec d'autres instituts de l'ONU et des universités locales, et a développé avec le Réseau de recherche Jean Monnet sur les relations Union européenne-Organisation des Nations Unies un jeu de simulation téléchargeable qui peut servir d'outil et d'activité pédagogique.

Institut pour l'environnement et la sécurité humaine [Bonn (Allemagne)]

19. Pour l'Institut pour l'environnement et la sécurité humaine (UNU-EHS), l'année 2018 a été marquée par un changement d'équipe dirigeante et par la séparation des activités de l'Institut de celles du Vice-rectorat de l'ONU en Europe. Parmi les réalisations de l'Institut, on peut citer le lancement de l'académie inaugurale d'été sur l'avenir des risques et de l'adaptation dans le monde, une conférence particulièrement fructueuse de mise en pratique de la recherche, organisée par l'Institut de l'Université panafricaine pour les sciences de l'eau et de l'énergie y compris les changements climatiques, le premier appel à projets lancé dans le cadre du Programme conjoint de bourses pour jeunes professionnels du climat Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques-UNU, le développement de l'outil d'évaluation InsuRisk et la publication de nombreux documents présentant un intérêt pour les politiques. La Munich Climate Insurance Initiative, hébergée par l'Institut, a été désignée partenaire stratégique du V20, groupe des Ministres des finances du Forum de la vulnérabilité climatique représentant 48 des pays les plus vulnérables.

Institut pour la gestion intégrée des flux matériels et des ressources [Dresde (Allemagne)]

20. Pour l'Institut pour la gestion intégrée des flux matériels et des ressources (UNU-FLORES), 2018 a été une année de réflexion et de transformation. Créé depuis cinq ans, l'Institut est passé de 4 à 23 agents et a accueilli au mois de septembre un nouveau Directeur. Lors du symposium organisé à l'occasion de son cinquième anniversaire, des experts locaux et internationaux se sont joints au personnel de l'Institut pour revenir sur ses réalisations dans le domaine de la recherche sur l'interdépendance entre les eaux, les sols et les déchets. Les scientifiques et chercheurs de l'Institut ont présenté les projets de recherche en cours, en mettant l'accent sur la possibilité de résoudre les problèmes de ressources issus des changements climatiques, du changement d'affectation des terres et de l'urbanisation grâce à des stratégies de gestion intégrée. En septembre, le premier doctorant du programme conjoint de doctorat en gestion intégrée de l'eau, des sols et des déchets de l'Institut et de l'Université technique de Dresde a soutenu sa thèse.

Institut pour la mondialisation, la culture et la mobilité [Barcelone (Espagne)]

21. L'Institut pour la mondialisation, la culture et la mobilité (UNU-GCM) a enregistré plusieurs réalisations majeures en 2018. En effet, il a accueilli six doctorants boursiers et poursuivi sa participation au Groupe mondial des migrations (et ultérieurement, au Réseau des Nations Unies sur les migrations) et ses membres ont participé à de nombreuses manifestations universitaires. L'Institut a également marqué la publication du rapport intitulé *Surges and Swarms: A Conversation on Responsible Coverage of Migration*, coécrit avec le Centre de recherche sur les politiques, et qui traite de la xénophobie et du rôle des médias dans la représentation des migrants.

Centre de recherche économique et sociale et de formation de Maastricht pour l'innovation et la technologie [Maastricht (Pays-Bas)]

22. Le Centre de recherche économique et sociale et de formation de Maastricht pour l'innovation et la technologie (UNU-MERIT) s'est attaché à rendre plus visibles ses recherches en matière d'innovation et à accroître les échanges et les partenariats autour de ses différents thèmes de recherche. Entre autres activités, le Centre a rédigé une série de rapports de cadrage qui ont permis d'identifier de futures perspectives de recherche présentant un intérêt concret pour les politiques dans le vaste domaine de l'innovation. Ces rapports serviront à établir le programme de recherche à long terme du Centre, notamment sur les thèmes de l'intelligence artificielle et de l'apprentissage automatique. Le Centre a recruté de nouveaux membres du personnel qui travailleront spécifiquement sur certains thèmes liés à l'innovation et a réorganisé son programme de doctorat pour le recentrer plus clairement autour de l'innovation.

Groupe opérationnel pour la gouvernance électronique au service des politiques publiques [Guimarães (Portugal)]

23. Le Groupe opérationnel pour la gouvernance électronique au service des politiques publiques (UNU-EGOV) a continué de privilégier le renforcement de son réseau de partenaires, notamment en contribuant à l'étude 2018 sur l'administration en ligne pilotée par le Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat et en participant à l'initiative « Tous unis pour des villes intelligentes et durables » coordonnée par l'UIT et la Commission économique pour l'Europe des Nations Unies (CEE). Le Groupe a également collaboré avec le Centre de recherche sur les politiques afin de contribuer à certaines initiatives de haut niveau de l'ONU, telles que la Stratégie du Secrétaire général en matière de nouvelles technologies. Au Portugal, des projets ont été menés avec de nombreux organismes publics et avec l'Université de Minho. En outre, le Groupe a consolidé ses activités de recherche en publiant de nombreux rapports scientifiques et en répondant à plus d'une dizaine d'appels à projets au cours de l'année. Il a également renforcé sa visibilité externe en se dotant de nouveaux dispositifs de communication.

Institut mondial de recherche sur les aspects économiques du développement (Helsinki)

24. Pour l'Institut mondial de recherche sur les aspects économiques du développement (UNU-WIDER), l'année 2018 a été marquée par un passage de relais au sein de la direction de l'Institut, qui a accueilli un nouveau Directeur en septembre. Elle a aussi marqué la fin de son programme de travail quinquennal sur la transformation, l'inclusion et la durabilité. L'Institut s'est attaché à concilier la réalisation des projets et des activités du programme quinquennal, le renforcement de sa présence et de son influence à l'échelle mondiale et la préparation de son nouveau programme de travail pour la période 2019-2023. Le colloque « Think Development – Think WIDER » tenu en septembre a été l'occasion de faire le bilan des enseignements tirés de l'action de l'Institut et de se projeter vers l'avenir de l'économie du développement et du développement mondial de façon plus générale, avec l'objectif de fédérer données probantes et actions autour du Programme 2030 et des objectifs de développement durable. L'Institut a publié plus de 300 résultats de recherche au cours de l'année et a renforcé sa présence dans le domaine, en particulier en Afrique et en Asie, avec l'appui de partenaires locaux.

Programmes de l'Université des Nations Unies en Islande (Reykjavik)

25. Chacune des quatre unités des programmes de l'UNU en Islande, à savoir le Programme de formation sur la pêche de l'Université des Nations Unies (UNU-FTP), le Programme de formation sur l'énergie géothermique (UNU-GTP), le Programme

d'études et de formation sur l'égalité des sexes (UNU-GEST) et le Programme de formation à la restauration des sols (UNU-LRT), a produit des formations et des recherches spécialisées dans ses domaines d'expertise respectifs.

Amérique du Nord et du Sud

Centre de recherche sur les politiques (New York)

26. Le Centre de recherche sur les politiques a connu un changement majeur en 2018, puisqu'il a quitté Tokyo pour New York dans le cadre de sa fusion avec l'ancien bureau de l'UNU au Siège à New York. Cette réinstallation, qui a renforcé la présence de l'UNU à New York (plus de 20 personnes contre six auparavant), a permis de repositionner le Centre et de lancer plusieurs nouveaux axes de recherche sur les politiques, notamment concernant le Conseil de sécurité et le multilatéralisme, l'intelligence artificielle et la gestion des stratégies de désengagement des conflits armés. Deux nouvelles plateformes majeures ont été inaugurées pendant la soixante-treizième session de l'Assemblée générale des Nations Unies : la plateforme de connaissance Delta 8.7 et la Commission du secteur financier sur l'esclavage moderne et la traite des êtres humains. La réinstallation du Centre lui a également permis de se repositionner et de renforcer considérablement sa présence sur Internet.

Institut pour l'eau, l'environnement et la santé [Hamilton (Canada)]

27. L'Institut pour l'eau, l'environnement et la santé (UNU-INWEH) faisait partie du groupe de base qui a produit le *Rapport de synthèse sur l'objectif de développement durable 6 relatif à l'eau et à l'assainissement – 2018*, présenté au Forum politique de haut niveau pour le développement durable. L'Institut a également participé à des manifestations organisées dans le cadre de plusieurs instances politiques de haut niveau. Il a ainsi rejoint le Département des affaires économiques et sociales pour coordonner l'équipe spéciale ONU-Eau chargée de la mise en œuvre de la Décennie internationale d'action sur le thème « Eau et développement durable » (2018-2028). L'Institut a développé et mis en ligne (en trois langues) un outil d'accompagnement des politiques dont le but est d'aider les États Membres dans leur mise en œuvre nationale des cibles de l'objectif 6. En 2018, l'Institut a conclu de nouveaux partenariats, produit une quarantaine de publications, accueilli plus de 30 stagiaires en interne, participé à de nombreuses manifestations scientifiques et stratégiques internationales et régionales et apporté son soutien à plusieurs programmes de recherche majeurs au Canada, tels que FloodNet et Global Water Futures, au service du rapprochement entre les sciences et les politiques.

Programme d'activités biotechnologiques en Amérique latine et dans les Caraïbes (Caracas)

28. Le Programme d'activités biotechnologiques en Amérique latine et dans les Caraïbes a poursuivi la coorganisation de formations et de programmes de bourses d'études en Amérique latine et dans les Caraïbes visant à l'instauration de grands réseaux de recherche dans les technologies innovantes. En 2018, le Programme a prêté son concours à 14 formations ayant trait à ses domaines prioritaires. Il a signé un accord de coopération avec l'université d'Antioquia pour la création d'une unité d'analyse des mégadonnées.

Ressources humaines et financières

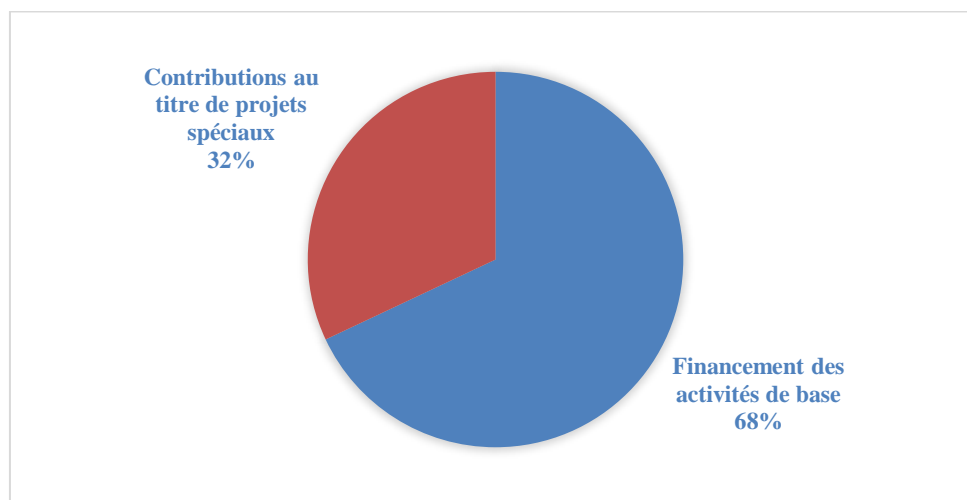
29. La structure mondiale de l'UNU regroupe une très grande diversité de chercheurs et de gestionnaires possédant une expertise vaste et approfondie dans un large éventail de problématiques, sur les cinq continents où l'Université est présente.

30. À la fin de l'année 2018, la structure mondiale de l'UNU comptait 616 personnes. Dans ses pratiques de recrutement, l'Université s'efforce d'assurer la parité (son personnel compte actuellement 52 % de femmes et 48 % d'hommes) et une représentation adéquate des pays en développement.

31. L'Université n'est pas financée par le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies, mais intégralement par des contributions volontaires. Le budget de l'Université pour l'exercice biennal 2018-2019 est de 108,5 millions de dollars É.-U., dont 68 % correspondent au financement des activités de base (principalement les contributions récurrentes des pays hôtes, auxquelles s'ajoute le revenu des placements provenant du Fonds de dotation de l'Université des Nations Unies), et 32 % à des contributions au titre de projets spéciaux (provenant de gouvernements hôtes, d'États Membres, de fondations, d'organismes, d'organisations internationales et d'autres donateurs au titre de projets universitaires précis) (voir figure II). En 2018, l'Université a reçu des contributions d'un montant total de 36,9 millions de dollars É.-U.

Figure II.

Budget de l'Université des Nations Unies pour l'exercice biennal 2018-2019



III. Promouvoir des changements positifs par la recherche

32. Le programme de recherche de l'UNU comprend des projets axés sur les politiques qui répondent à des enjeux stratégiques définis, ainsi que des projets de portée plus générale, dont des études prospectives de moyen terme intéressantes des questions et menaces en devenir.

33. En 2018, l'Université a mené 185 projets (certains comportant de multiples sous-projets), dont 14 avaient été engagés en cours d'année (voir figure III). Les projets, principalement axés sur l'Asie et le Pacifique (36 %), l'Afrique (29 %), l'Europe (19 %) et les Amériques (16 %), comportaient tant un volet recherche qu'un volet renforcement des capacités (voir figure IV).

Figure III.
Projets de l'Université des Nations Unies, par statut (2018)

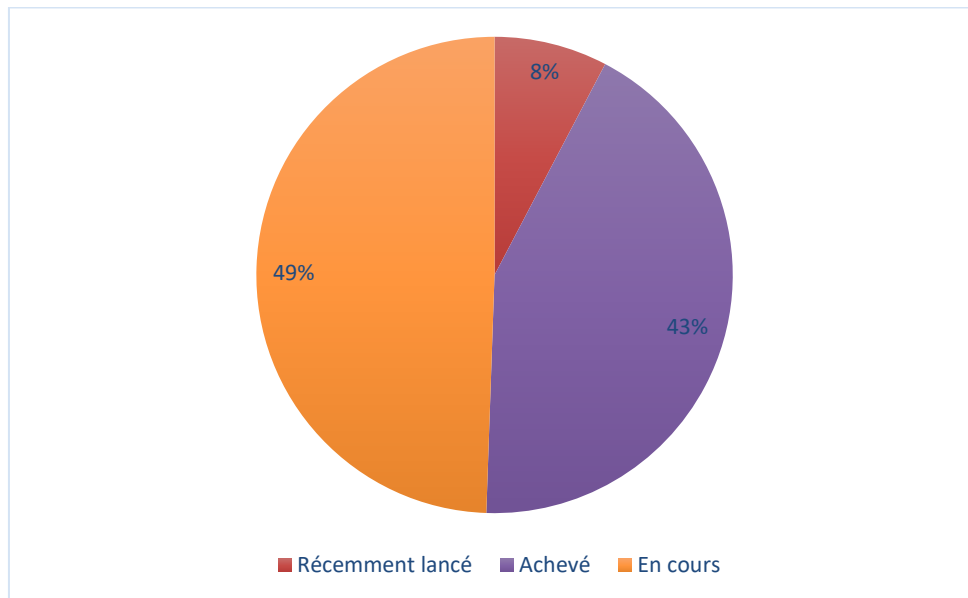
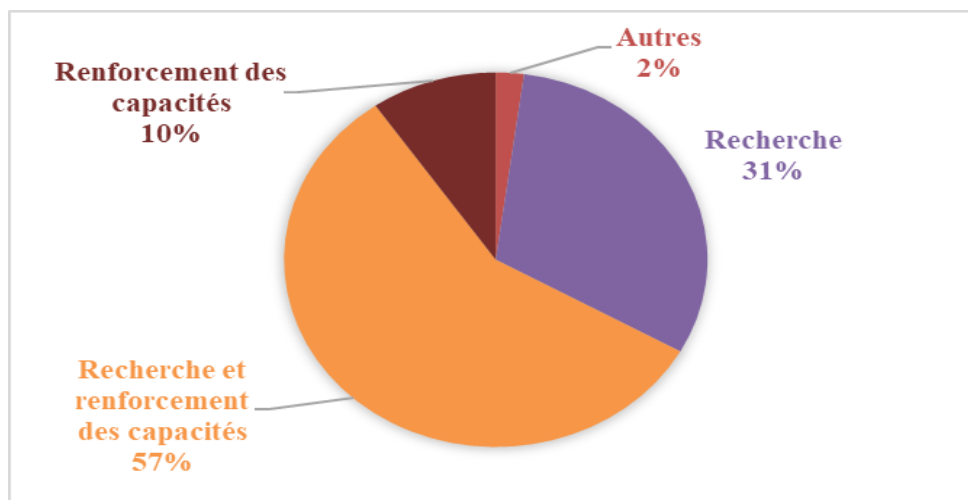


Figure IV.
Projets de l'Université des Nations Unies, par type (2018)



Poids sur les politiques

34. L'Université des Nations Unies est un partenaire de recherche singulier pour les autres organismes de l'ONU et pour les États Membres. En effet, il s'agit d'un établissement universitaire, doté d'une excellente connaissance du système des Nations Unies et du cadre dans lequel il opère.

35. L'Université est en outre bien placée pour réagir aux priorités émergentes du Secrétaire général, du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination (CCS), des cadres dirigeants d'autres organismes des Nations Unies et des délégations des États Membres. En 2018, l'Université a redoublé d'efforts pour mobiliser les grandes parties prenantes au sein des décideurs de l'ONU

et pour promouvoir l'Université comme source d'idées innovantes en matière de politiques, voix objective vis-à-vis des enjeux stratégiques mondiaux et courtier des savoirs digne de confiance.

36. Ces dernières années, l'Université a engagé des projets de recherche au service des entités suivantes :

- le Cabinet du Secrétaire général (questions nouvelles, cyberspace et intelligence artificielle) ;
- le Département des opérations de maintien de la paix et Département des affaires politiques du Secrétariat (groupes armés non étatiques, médiation, diplomatie préventive et opérations de paix) ;
- le Département des affaires économiques et sociales (processus de réforme du système des Nations Unies pour le développement) ;
- le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (vie privée à l'ère numérique) ; et
- le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (Sommet mondial sur l'action humanitaire).

37. Suite à ses consultations avec les États Membres, l'Université a engagé de nouveaux projets concernant des problématiques telles que la traite des êtres humains et l'esclavage moderne, le respect des droits de l'homme par le secteur financier, la diplomatie préventive et la notion d'éthique au sein de l'Assemblée générale.

38. L'Université enrichit ses propres recherches axées sur les politiques et crée également des passerelles entre les organismes des Nations Unies et la communauté universitaire mondiale en contribuant à lever les obstacles propices à la « fracture entre recherche et politiques » au sein de l'Organisation, souvent décriée. Pour ce faire, elle assume plusieurs fonctions :

- Une fonction de sensibilisation (par la publication de rapports concernant l'ONU et l'organisation de manifestations réunissant décideurs et universitaires) ;
- Une fonction de communication (par la mise en évidence de conclusions de recherche présentant un intérêt pour les politiques et la présentation de la recherche universitaire sous un format exploitable par les décideurs) ;
- Une fonction de passerelle (en aidant le milieu universitaire à mieux s'y retrouver dans l'environnement bureaucratique et politique complexe du système des Nations Unies)
- Une fonction opérationnelle et de formation (en contribuant au renforcement des capacités de recherche stratégique et d'analyse des chercheurs et des fonctionnaires dans les pays en développement)

39. Les recherches menées par l'Université pèsent désormais davantage sur les politiques au Siège de l'ONU à New York et dans l'ensemble du système des Nations Unies en partie grâce aux efforts du Centre de recherche sur les politiques et du bureau de l'ONU au Siège à New York, qui ont officiellement fusionné en janvier 2018 et ont accueilli à New York à la mi-2018 le personnel du Centre auparavant basé à Tokyo. La nouvelle entité, qui conserve le nom de Centre de recherche sur les politiques, continuera de veiller à ce que l'Université soit tenue informée des nouveaux enjeux de politique générale à l'ordre du jour de l'Organisation et soit en mesure d'y répondre.

40. Les exemples ci-après mettent en évidence les efforts engagés par l'Université afin de peser sur les politiques en 2018 :

a) Centre de recherche sur les politiques :

i) Soutien au Cabinet du Secrétaire général dans ses consultations avec les entités des Nations Unies concernant la Stratégie du Secrétaire général en matière de nouvelles technologies. Sur la base du mandat qui lui a été confié dans le cadre de la stratégie en question, le Centre a créé une plateforme numérique participative autour de l'intelligence artificielle et de la gouvernance mondiale qui permet aux chercheurs, aux responsables politiques et aux grands noms du monde de l'entreprise de rassembler des commentaires et des informations sur les moyens de mieux mobiliser les nouvelles technologies au service de l'ONU ;

ii) Contribution à l'orientation des débats de politique générale au Siège de l'ONU dans le cadre d'un projet sur les passerelles entre les régimes de sanctions des Nations Unies et les processus de médiation soutenus par l'Organisation. Le Centre a organisé plusieurs réunions d'information, dont une au mois de novembre pour les fonctionnaires du Secrétariat ;

iii) Participation active aux discussions mondiales (y compris au Siège de l'ONU) en vue de renforcer l'action internationale contre l'esclavage moderne et la traite des êtres humains et lancement de deux projets au cours de la soixante-treizième session de l'Assemblée générale (voir aussi par. 26 ci-dessus) ;

iv) Conduite de deux projets, sur la diplomatie préventive et les efforts de médiation dans les États fragiles touchés par un conflit, et sur le perfectionnement des outils de prévention du coordonnateur résident, qui ont été largement cités, notamment par des coordonnateurs résidents sur le terrain, et ont conduit à l'élaboration par le Département des affaires politiques du Secrétariat d'un cadre d'évaluation de la diplomatie préventive ;

b) Institut pour l'informatique et la société : l'Institut a piloté un groupe de recherche d'experts internationaux, dans le cadre du Partenariat mondial pour l'égalité hommes-femmes à l'ère numérique (initiative Égaux), afin de favoriser l'usage des technologies de l'information et de la communication au service de l'autonomisation des femmes. Le groupe a publié son rapport inaugural destiné aux décideurs sur le thème de l'égalité des sexes face au numérique.

c) Groupe opérationnel pour la gouvernance électronique au service des politiques publiques : le Groupe a collaboré avec le Département des affaires économiques et sociales à la préparation d'un rapport sur l'étude 2018 des Nations Unies sur l'administration en ligne par la conduite d'une étude pilote et la rédaction d'un chapitre sur le développement de l'administration en ligne à l'échelle locale et ses conséquences pour la réalisation des objectifs de développement durable.

d) Institut pour l'environnement et la sécurité humaine : l'Institut a mené un projet qui a contribué au Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe en procédant à une estimation des risques fondée sur des indicateurs dans le contexte de sécheresses agricoles en Afrique du Sud et en Ukraine, à l'aide d'outils de télédétection et de données statistiques.

e) Institut des hautes études sur la viabilité :

i) Coorganisation en juillet d'une manifestation parallèle au Forum politique de haut niveau pour le développement durable visant à éclairer les débats et à

réfléchir à des possibilités d'action fondées sur des données probantes pour atteindre l'objectif 11 ;

ii) Dans le cadre de son Initiative internationale de Satoyama, contribution aux actions de la Convention sur la diversité biologique et aux efforts engagés par les États Membres pour atteindre les objectifs d'Aichi relatifs à la diversité biologique (voir aussi par. 16 ci-dessus) ;

f) Institut pour l'eau, l'environnement et la santé : présentations par des membres du personnel lors de plusieurs manifestations parallèles de haut niveau en marge du Forum politique de haut niveau dans le cadre de la publication du *Rapport de synthèse sur l'objectif de développement durable 6 relatif à l'eau et à l'assainissement – 2018* ;

g) Institut mondial de recherche sur les aspects économiques du développement :

i) Conduite d'un projet de développement de modèles de microsimulation d'avantages fiscaux pour quelques États Membres en développement. Les modèles, construits en collaboration avec des experts internationaux et des chercheurs locaux d'instituts pour les politiques de neuf pays, aident les gouvernements à mieux comprendre les effets que pourraient avoir divers changements d'orientation fiscale et sociale sur le quotidien des populations ;

ii) Lancement d'une initiative visant à mieux comprendre pourquoi les Africains demeurent pauvres alors qu'ils travaillent ; les conclusions ont beaucoup fait parler d'elles parmi les responsables politiques et dans le milieu universitaire ;

Collaboration avec d'autres entités du système des Nations Unies

41. L'Université des Nations Unies collabore avec la grande diversité de partenaires extérieurs à qui elle fait appel afin de répondre efficacement aux enjeux stratégiques complexes et protéiformes d'aujourd'hui. Plusieurs centaines de partenariats de recherche et de collaborations avec des universités, des instituts de recherche ou groupes de réflexion, des organisations non gouvernementales, des organisations professionnelles, des fondations et des organismes privés du monde entier sont en cours.

42. Grâce à sa démarche concertée, l'Université se concentre sur ses points forts, fournit des moyens supplémentaires pour diffuser ses résultats de recherche avec plus d'efficacité et peut mobiliser un nombre plus important de chercheurs et d'universitaires de renom au service de ses travaux. Si certains des projets de l'Université sont modestes, d'autres font intervenir des partenariats multipartites regroupant plusieurs dizaines de chercheurs issus de nombreuses institutions.

43. L'Université entretient des collaborations permanentes avec les départements et bureaux du Secrétariat et plusieurs dizaines d'organismes, programmes, commissions, fonds et secrétariats de convention au sein du système des Nations Unies. Pour l'année 2018, elle a notamment coopéré avec d'autres entités des Nations Unies ou les a épaulées :

a) Centre de recherche sur les politiques : le Centre a collaboré avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Département des opérations de maintien de la paix du Secrétariat et les gouvernements luxembourgeois et suisse sur un projet visant à mieux comprendre pourquoi et comment les enfants entrent en contact avec des groupes armés non étatiques, comment ils sont exploités par ces groupes et comment ils s'en sortent, en particulier les groupes terroristes ou

extrémistes violents. Le Centre a également participé au Groupe de travail interinstitutions sur le désarmement, la démobilisation et la réinsertion ;

b) Programme Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques-UNU de bourses pour jeunes professionnels du climat (géré par l'Institut pour l'environnement et la sécurité humaine) : initiative collaborative, ce programme offre des perspectives d'études et de recherche à de jeunes diplômés ressortissants de pays en développement ;

c) Groupe opérationnel pour la gouvernance électronique au service des politiques publiques :

i) Pilotage d'une initiative regroupant plus d'une dizaine d'entités des Nations Unies dans le cadre d'un projet visant à concevoir un cadre pour l'adoption et l'utilisation d'une technologie (de chaîne de blocs) d'enregistrement électronique partagé afin de favoriser la durabilité dans le développement des villes connectées ;

ii) Adhésion à l'initiative interorganisations « Tous unis pour des villes intelligentes et durables » coordonnée par l'UIT et la Commission économique pour l'Europe (CEE) ;

d) Institut pour l'environnement et la sécurité humaine :

i) Collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) sur un projet conjoint ayant trait à l'adaptation aux risques climatiques et à l'assurance contre ces risques dans la zone Pacifique ;

ii) Formation de membres du personnel de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique aux approches d'assurance dans le contexte de la sécheresse et de la désertification ;

e) Institut pour la gestion intégrée des flux matériels et des ressources : l'Institut a collaboré avec le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) au développement d'une méthodologie de surveillance, l'indice d'efficacité de la réutilisation des eaux usées, au service de la cible 6.3 des objectifs de développement durable, et a contribué à l'édition 2018 du rapport de l'ONU-Eau intitulé *Rapport mondial des Nations Unies sur la mise en valeur des ressources en eau 2018 : les solutions fondées sur la nature pour la gestion de l'eau* ;

f) Institut pour la mondialisation, la culture et la mobilité : l'Institut a collaboré avec plusieurs organismes intervenant dans le domaine des migrations, notamment le Groupe mondial des migrations, l'Organisation internationale pour les migrations, le Centre régional d'information des Nations Unies pour l'Europe occidentale et le Réseau des Nations Unies sur les migrations ;

g) Institut des hautes études sur la viabilité :

i) Travail conjoint mené avec la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique à l'élaboration et la publication du rapport intitulé *Partnering for Sustainable Development: Guidelines for Multi-stakeholder Partnerships to Implement the 2030 Agenda in Asia and the Pacific*, présenté lors du Forum Asie-Pacifique pour le développement durable en mars 2018 ;

ii) Collaboration avec les secrétariats de la Convention sur la diversité biologique et de la Plateforme intergouvernementale science-politique sur la biodiversité et les services écosystémiques pour la présentation des résultats de l'Initiative internationale de Satoyama ;

iii) Contribution active aux évaluations menées par la Plateforme intergouvernementale, notamment l'évaluation mondiale et l'évaluation régionale Asie-Pacifique, et poursuite de la collaboration avec le secrétariat de la Plateforme en matière de recherche, de contributions techniques et de renforcement des capacités ;

h) Institut international pour la santé mondiale : l'Institut a instauré des partenariats avec l'ONU-Femmes, le PNUD et l'Organisation mondiale de la Santé afin d'analyser le retour sur investissement et les gains de santé liés à l'intégration des questions d'égalité entre les sexes dans un éventail de programmes de pays ;

i) Institut pour l'eau, l'environnement et la santé : l'Institut a collaboré avec le Département des affaires économiques et sociales à la coordination du groupe de travail interinstitutionnel ONU-Eau chargé de la mise en œuvre du Programme 2030 et des objectifs liés à l'eau et a directement contribué à la production du rapport de l'ONU-Eau (voir aussi par. 40 f) ci-dessus) ;

j) Centre de recherche économique et sociale et de formation de Maastricht pour l'innovation et la technologie : l'Institut a continué d'accompagner l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) dans la préparation du Rapport sur le développement industriel 2020 (à paraître) et dans ses efforts de renforcement des capacités en matière d'innovation en Inde ;

k) Institut mondial de recherche sur les aspects économiques du développement :

i) Collaboration avec le bureau de pays de l'Organisation internationale du Travail pour le Malawi, le Mozambique et la Zambie à la promotion et la consolidation de modèles de microsimulations fiscales et sociales et avec l'UNICEF au Mozambique dans le cadre d'un projet de recherche concernant la pauvreté multidimensionnelle des enfants ;

ii) En coopération avec le Département des affaires économiques et sociales et la Mission permanente de l'Inde auprès de l'Organisation des Nations Unies, organisation en avril 2018 d'une manifestation autour des recherches sur le développement économique menées par l'Institut en Asie depuis 50 ans et des projections pour les prochaines 25 années.

44. L'Université des Nations Unies a également collaboré à des projets de recherche et de développement des capacités avec des ministères, départements et agences de nombreux États Membres, notamment les pays suivants : Afrique du Sud, Allemagne, États-Unis d'Amérique, Finlande, Ghana, Inde, Japon, Maroc, Mozambique, Myanmar, Portugal, République de Corée, République-Unie de Tanzanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Thaïlande et Viet Nam.

L'action de l'Université des Nations Unies sur le terrain

45. Si la recherche présentant un intérêt concret pour les politiques reste le fil conducteur des travaux de l'Université, dans nombre de ses projets, les chercheurs travaillent à l'échelon local pour tenter de mieux comprendre des problématiques locales ou régionales complexes et d'imaginer des solutions pragmatiques et applicables qui auront une incidence locale et amélioreront le quotidien des personnes et le fonctionnement des collectivités. En général, ces recherches sont menées auprès des populations locales, en étroite collaboration avec des partenaires de terrain et des universités ou instituts de recherche locaux pour veiller à ce que les conclusions des recherches ne se retrouvent pas enterrées dans des revues universitaires ou des

rapports de politique générale difficilement accessibles, mais qu'elles soient au contraire communiquées à la population concernée, aux étudiants et à la société civile.

46. Les actions marquantes de l'Université sur le terrain sont notamment les suivantes :

a) Le Centre de recherche sur les politiques s'est intéressé à la mobilisation de groupes armés non étatiques dans l'est de la République démocratique du Congo dans le but de redéfinir l'approche menée par le Département des opérations de maintien de la paix vis-à-vis des groupes armés, notamment s'agissant de la protection des civils. Le Centre a également mené une analyse de règlements de conflits à l'échelle locale par des opérations de soutien à la paix de l'ONU en Somalie, en appui à la Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie.

b) L'Institut pour l'informatique et la société a collaboré avec des partenaires au développement d'APPRISE, une application mobile qui aide les intervenants de première ligne à identifier les victimes potentielles de traite des êtres humains. L'application est actuellement testée en phase pilote en Thaïlande par plus de 10 organisations non gouvernementales.

c) Le Groupe opérationnel pour la gouvernance électronique au service des politiques publiques collabore avec son établissement d'accueil, l'Université de Minho, et le Gouvernement portugais au développement d'un outil d'évaluation des services publics numériques proposés par les organismes publics nationaux.

d) L'Institut pour l'environnement et la sécurité humaine (en collaboration avec l'International Centre for Climate Change and Development et la Munich Re-Foundation) a collaboré étroitement avec les habitants du village de Dalbanga South au Bangladesh afin de renforcer leur compréhension des systèmes d'alerte rapide en cas de cyclone et d'améliorer la préparation aux catastrophes.

e) L'Institut pour la gestion intégrée des flux matériels et des ressources mène de nombreuses activités de terrain et sur site avec des partenaires locaux au Guatemala et au Mexique afin de comprendre les points de vue des différentes parties prenantes quant au traitement et à la gestion des eaux usées.

f) Via son unité opérationnelle d'Ishikawa/Kanazawa, l'Institut des hautes études sur la viabilité mène actuellement des recherches sur l'utilisation durable des services rendus par la biodiversité et par les écosystèmes en coopération avec des acteurs locaux. L'Institut œuvre également auprès des populations locales et de diverses parties prenantes en Asie au soutien et à la promotion de l'initiative Systèmes ingénieurs du patrimoine agricole mondial de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.

g) En outre, l'Institut des hautes études sur la viabilité a contribué à la mise en œuvre du Programme 2030 à l'échelle locale et régionale grâce à une initiative conjointe avec les centres régionaux d'expertise sur l'éducation au service du développement durable et le Réseau pour la promotion du développement durable dans l'enseignement et la recherche universitaire des deuxième et troisième cycles (ProSPER.Net).

h) L'Institut des ressources naturelles en Afrique s'est rapproché des populations locales dans le cadre d'un projet dans la zone de la lagune de Fresco en Côte d'Ivoire, afin de recueillir des informations sur les effets actuels et potentiels des changements climatiques sur les systèmes écologiques et socioéconomiques locaux. Les résultats de l'évaluation des vulnérabilités serviront à mettre en place des mesures de renforcement de la résilience pour répondre aux préoccupations des participants au projet.

i) L'Institut des ressources naturelles en Afrique a également mené un projet autour de solutions d'énergie durable, dans le cadre duquel il a évalué l'assimilation de l'énergie de la biomasse de bambou au Ghana et s'est interrogé sur l'environnement favorable potentiel qui serait nécessaire pour assurer la rentabilité d'entreprises « vertes » de production de biomasse-énergie à base de bambou ;

j) L'Institut pour l'eau, l'environnement et la santé a mené une étude sur la collecte de « l'eau de brouillard », qui a démontré que l'exploitation de nouvelles sources d'eau pouvait améliorer la vie des femmes et des filles au sein des populations et pays à revenus faibles et moyens ;

k) Le Centre de recherche économique et sociale et de formation de Maastricht pour l'innovation et la technologie étudie les effets des innovations en matière de stockage après récolte sur la sécurité alimentaire et la qualité de vie en Éthiopie, ainsi que l'intégration du traitement contre le sida avec l'aide alimentaire et ses effets sur l'offre de main-d'œuvre en Zambie ;

l) Au Mozambique, l'Institut mondial de recherche sur les aspects économiques du développement accompagne les autorités et le monde universitaire sur le plan de la recherche et des politiques générales, l'objectif étant d'intensifier la recherche et les capacités au service d'une croissance profitant à tous, pour améliorer le niveau de vie de la population locale. L'Institut collabore également avec le Gouvernement du Myanmar afin de renforcer l'élaboration de politiques et l'analyse fondées sur la connaissance des faits, dans le but d'accompagner le pays dans un processus délicat de transformation structurelle et de développement, et avec des partenaires au Viet Nam pour développer plus avant deux ensembles uniques de données d'un panel d'entreprises et de ménages, essentiels à l'élaboration de politiques à même de gérer l'évolution structurelle du pays.

m) Un programme collaboratif sur le développement économique profitant à tous en Afrique australe, mené par l'Institut mondial de recherche sur les aspects économiques du développement, a favorisé le réseautage et le débat entre parties prenantes afin de combler le fossé entre la recherche et l'élaboration des politiques.

47. L'Université des Nations Unies propose également des formations spécialisées sur des sites du monde entier en coopération avec des universités et d'autres partenaires locaux (voir par. 53 à 55 ci-après)

IV. Former les dirigeants de demain

48. Dans le cadre de ses activités de formation et de renforcement des capacités, l'Université des Nations Unies vise à améliorer les capacités individuelles, collectives et institutionnelles qui contribueront à la mise en place d'actions en faveur du développement. Ces activités mettent particulièrement l'accent sur les besoins des pays en développement et des populations marginalisées.

49. L'Université propose un éventail de cursus de formation uniques qui dotent les dirigeants de demain des connaissances et des techniques à même de les préparer à gérer une grande diversité d'enjeux et de problématiques. Elle délivre des diplômes postuniversitaires, organise des programmes, formations et ateliers spécialisés non diplômants et offre la possibilité à de jeunes chercheurs de travailler aux côtés d'experts de l'Université.

50. L'ONU s'efforce d'éviter que ses activités de renforcement des capacités fassent double emploi avec les actions d'autres entités internationales ou nationales et veille à ce que les formations qu'elle propose soient complémentaires à ses activités de recherche, pour que les étudiants acquièrent des connaissances théoriques et des

compétences appliquées. Par ailleurs, l'Université vise un effet démultiplicateur en privilégiant la formation de formateurs et en répondant aux besoins des responsables et des décideurs en matière de recherche, mais également en formant les jeunes chercheurs susceptibles d'exercer ce type de fonctions à terme.

Programmes d'études postuniversitaires

51. Les programmes de master et de doctorat de l'Université sont conçus pour renforcer les capacités des jeunes chercheurs et universitaires originaires de pays en développement et pour consolider des partenariats avec des universités et institutions de recherche locales. En 2018, l'Université a notamment proposé les programmes postuniversitaires suivants :

- Un programme conjoint de doctorat sur sept semestres en gestion intégrée des eaux, des sols et des déchets (UNU-FLORES et Université technique de Dresde) ;
- Un programme doctoral d'innovation, économie et gouvernance au service du développement (Université de Maastricht et UNU-MERIT) ;
- Un programme doctoral en trois ans en sciences de la durabilité et un programme de master en durabilité (UNU-IAS, en coopération avec l'Université de Tokyo pour le premier et avec l'Université Sophia de Tokyo pour le second) ;
- Un master conjoint sur deux ans en sciences de la géographie des risques environnementaux et de la sécurité humaine (UNU-EHS et Université de Bonn) ;
- Un master conjoint sur un an en politiques publiques et développement humain (UNU-MERIT et Université de Maastricht)

52. Au quatrième trimestre 2018, on comptait 93 étudiants, dont 72 % originaires de pays en développement, inscrits en doctorat et 245 étudiants, dont 34 % originaires de pays en développement, inscrits en master. Les femmes représentaient 58 % des étudiants de doctorat et 60 % des étudiants de master. Au cours de l'année 2018, 97 étudiants (16 doctorants et 81 étudiants de master) ont obtenu leurs diplômes.

Offre de formations non diplômantes

53. Outre ces programmes d'études postuniversitaires habilités, l'Université propose une large gamme de formations spécialisées destinées à de jeunes chercheurs, à des professionnels en début et en milieu de carrière et à d'autres personnes, allant d'ateliers d'une journée à des cursus ou programmes diplômants ou certifiants sur plusieurs mois. En 2018, l'UNU a organisé 164 formations de ce type (dont 53 % dans des pays en développement) auxquelles ont participé plus de 4 600 stagiaires ou étudiants.

54. Parmi les plus marquantes, on peut notamment citer les sessions de formation annuelles de six mois proposées dans le cadre des programmes de l'Université en Islande. En tout, 86 étudiants ont pris part à ces sessions en 2018 :

- Programme de formation sur la pêche de l'Université des Nations Unies : 21 stagiaires de 15 pays
- Programme d'études et de formation dans le domaine de l'égalité des sexes : 24 stagiaires de 14 pays
- Programme de formation sur l'énergie géothermique : 24 stagiaires de 14 pays

- Programme de formation à la restauration des sols : 17 stagiaires de 9 pays
55. D'autres possibilités de formation ont été proposées ou coorganisées par l'UNU en 2018, parmi lesquelles :
- Septième école doctorale sur les régionalismes latinoaméricain et européen comparés (Institut pour les études comparatives d'intégration régionale)
 - Formation « Technologies au service des migrants : stage de terrain dans le cadre d'une formation qualifiante pour survivants de l'exploitation sexuelle » (UNU-CS)
 - Académie d'été sur l'avenir des risques mondiaux et de l'adaptation : session sur l'urbanisation (UNU-EHS)
 - Formation de haut niveau aux plateformes publiques de certification numérique (UNU-EGOV)
 - Connaissances de base de l'exploitation et de la maintenance des stations d'épuration (UNU-FLORES)
 - Budgétisation tenant compte de la problématique femmes-hommes (UNU-GEST)
 - Formation courte sur la problématique femmes-hommes et l'énergie (UNU-GEST et UNU-GTP)
 - Formations courtes sur les objectifs de développement durable, pour les salariés actuels ou potentiels du domaine de la géothermie (UNU-GTP)
 - Formation « Caractérisation de réservoir géothermique : diagrapie et essais de puits et analyse chimique » (UNU-GTP)
 - Système des Nations Unies et développement durable ; changement mondial et frontières planétaires ; et capital naturel et biodiversité (UNU-IAS)
 - Session de Shonan du séminaire mondial de l'UNU sur le thème « Que pouvons-nous faire pour parvenir à une société durable ? Perspective autour du genre et de la sexualité » (UNU-IAS)
 - Possibilités offertes aux étudiants postuniversitaires d'effectuer des travaux de terrain au sein d'universités partenaires en Afrique (UNU-IAS)
 - Formations courtes sur la recherche-action en matière de lutte contre les maladies et sur la santé et les droits de l'homme (UNU-IIGH)
 - Finance verte (UNU-INRA)
 - Formation aux systèmes d'information géographique et à la télédétection (UNU-INRA)
 - Formation « Eau sans frontières » (UNU-INWEH)
 - Formations courtes à la restauration des sols (UNU-LRT)
 - Approche économique de restauration durable des sites (UNU-LRT)
 - Conception et évaluation de politiques pour l'innovation (UNU-MERIT)
 - Programme doctoral en économie du développement (Université du Ghana, avec l'appui d'UNU-WIDER)
 - Formations courtes de simulation de politiques fiscales et sociales aux fins du développement (UNU-WIDER)

Renforcement des capacités fondé sur la recherche

56. Outre des programmes d'études et formations structurés, l'UNU propose à de jeunes universitaires et chercheurs de renforcer leurs compétences et leurs connaissances en travaillant aux côtés du personnel de l'Université.

57. Sur les 185 projets qu'elle a mis en œuvre en 2018, près de 10 % étaient centrés sur le renforcement des capacités et 57 % comportaient tant un volet recherche qu'un volet renforcement des capacités.

58. Il existe d'autres possibilités pour les jeunes chercheurs de collaborer avec le personnel de l'UNU au sein de chaque institut, notamment des programmes de bourses, ainsi que des offres de stage ou de poste de chercheur invité.

V. Diffuser des savoirs et de l'expertise

59. L'UNU s'efforce de canaliser les « bonnes » connaissances au service de ceux qui en ont le plus besoin, notamment les populations concernées, les responsables politiques, les universitaires, les professionnels et le grand public. L'information doit être communiquée en temps voulu et dans un format utile.

60. L'UNU diffuse les résultats de ses recherches par les moyens suivants :

- La publication d'une grande diversité de documents papier et électroniques (notamment documents/rapports d'orientation, rapports/articles de recherche et ouvrages) ;
- L'organisation de manifestations (colloques, séminaires, symposiums et ateliers) pour les parties prenantes comme pour le grand public ;
- L'organisation de réunions d'information et de consultations pour les responsables politiques et les décideurs ; et
- L'utilisation d'Internet, des médias sociaux et des médias traditionnels à des fins de sensibilisation.

61. Les stratégies de diffusion de l'UNU incluent à la fois la diffusion ciblée (axée sur la communication de résultats et d'analyses sur mesure auprès d'acteurs d'influence donnés) et la diffusion large (visant à susciter l'intérêt via les médias traditionnels, les médias sociaux, la publication sur des sites Web, et des manifestations), ou une combinaison des deux.

Publications

62. En 2018, les travaux de chercheurs de l'UNU ont été publiés dans les formats suivants : 35 ouvrages et 148 chapitres dans des ouvrages collectifs, 289 articles dans des revues à comité de lecture et 95 autres articles, 62 documents/rapports d'orientation, 152 notes/rapports de recherche et 271 documents de travail/réflexion. Plus de 6 300 publications sont consultables gratuitement sur Internet via la base de données « Collections at UNU » (<http://collections.unu.edu>), dont près de 250 publiées en 2018 ; de nombreuses autres publications sont accessibles sur le site Web de l'institut qui les a produits.

63. Certaines publications et notes d'orientation et certains rapports et documents de travail de l'UNU en 2018 ont été considérés comme ayant eu un poids important sur les politiques et/ou au sein de la communauté universitaire, parmi lesquels les publications suivantes :

Ouvrages

- *African Peacekeeping Training Centres: Socialization as a Tool for Peace?* (UNU-GEST ; Routledge)
- *Climate Risk Assessment for Ecosystem-based Adaptation: A Guidebook for Planners and Practitioners* (UNU-EHS ; GIZ)
- *Cradled by Conflict: Child Involvement with Armed Groups in Contemporary Conflict* (Centre de recherche sur les politiques)
- *Extractive Industries: the Management of Resources as a Driver of Sustainable Development* (UNU-WIDER ; Oxford University Press)
- *Gender, Work and Migration: Agency in Gendered Labour Settings* (UNU-GCM ; Routledge)
- *Industries without Smokestacks: Industrialization in Africa Reconsidered* (UNU-WIDER ; Oxford University Press)
- *Managing Water, Soil and Waste Resources to Achieve Sustainable Development Goals: Monitoring and Implementation of Integrated Resources Management* (UNU-FLORES ; Springer)
- *Multifunctional Wetlands: Pollution Abatement and Other Ecological Services from Natural and Constructed Wetlands* (UNU-INWEH ; Springer)
- *Safe Use of Wastewater in Agriculture: from Concept to Implementation* (UNU-FLORES ; Springer)
- *Towards Gender Equity in Development* (UNU-WIDER ; Oxford University Press)
- *Urban Climate Resilience in Southeast Asia* (UNU-EHS ; Springer)

Documents ou rapports d'orientation

- « Beacons, not towers: how higher education can help achieve the Sustainable Development Goals » (UNU-IAS)
- « The European migrant crisis: psychology, conflict and intergroup relations » (UNU-GCM)
- « Gender mainstreaming in the 2030 Agenda: a focus on education and responsible consumption and production » (UNU-IAS)
- « Identifying migrant bodies in the Mediterranean » (UNU-GCM)
- « Implementing the 2030 Agenda in Asia and the Pacific: insights from voluntary national reviews » (UNU-IAS)
- « Innovation for development in West Africa: challenges for promoting science technology and innovation policy » (UNU-MERIT)
- « The limits of punishment » (Centre de recherche sur les politiques)
- « Promoting neglected and underutilised plant species for improved food security » (UNU-INRA)
- « Strategic planning in Europe: connecting cities, migrants and migration » (UNU-GCM)
- « Sustainable smart cities: applying complexity science to achieve urban sustainability » (UNU-IAS)

Rapports et documents de travail

- « Cross-media election monitoring » (UNU-CS)
- « Engaging citizens for sustainable development: a data perspective » (UNU-CS)
- « Ensure healthy lives and promote well-being for all: experiences of community health, hygiene, sanitation and nutrition » (UNU-IAS)
- « European Union and Member State implementation of the 2030 Agenda and the Sustainable Development Goals » (Institut pour les études comparatives d'intégration régionale)
- « External great powers as drivers for regional integration and cooperation: a comparative study on Central Asia and Southeast Asia » (Institut pour les études comparatives d'intégration régionale)
- « Fairly clear risks: protecting United Nations sanctions legitimacy and effectiveness through fair and clear procedures » (Centre de recherche sur les politiques)
- « Feasibility of green credit as an incentive for natural resource management in Kenya » (UNU-INRA)
- *Special Report on Global Warming of 1.5 °C* du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (contributions par l'UNU-IAS)
- « Official Development Assistance and target 8.7 of the Sustainable Development Goals » (Centre de recherche sur les politiques)
- « Research report on development and implementation of national biodiversity strategy and action plans: towards realization of societies in harmony with nature » (UNU-IAS)
- « Strengthening the evidence base for the Sustainable Development Goals process » (UNU-EHS)
- « Sustainable livelihoods in socioecological production landscapes and seascapes » (UNU-IAS)
- *Rapport mondial des Nations Unies sur la mise en valeur des ressources en eau 2018 : les solutions fondées sur la nature pour la gestion de l'eau* (avec des contributions de l'UNU-FLORES)

Manifestations

64. Les instituts de l'Université et son siège organisent chaque année de nombreuses manifestations dans leurs villes hôtes et dans le monde entier. Si certaines sont destinées à des publics spécialisés, la plupart sont ouvertes au grand public. Au-delà d'un lieu de partage de connaissances et de possibilités de réseautage pour les universitaires, chercheurs et professionnels, les manifestations servent à donner plus de poids et de visibilité aux recherches menées par l'UNU.

65. L'Université a coorganisé plus de 540 manifestations en 2018, dont 233 séminaires ou ateliers, 133 colloques ou symposiums et 129 conférences ou débats sur les sujets suivants :

- La série des « Conversations de l'UNU » : 23 conférences-débats avec des intervenants tels que Helen Clark (ancienne Première ministre de Nouvelle-Zélande et administratrice du PNUD), Andrew Gilmour (Sous-Secrétaire général aux droits de l'homme), Mariette DiChristina (rédactrice en chef,

Scientific American), Grete Faremo (Directrice exécutive du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets) et Rima Khalaf (Secrétaire exécutive de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale) (Centre de l'ONU à Tokyo)

- La mesure des progrès vers la cible 7.8 des objectifs de développement durable (Centre de recherche sur les politiques)
- La série « Prévenir les conflits de demain » (Centre de recherche sur les politiques)
- Une manifestation sur le thème « Enjeux et progrès : mettre en œuvre les objectifs de développement durable » (Institut pour les études comparatives d'intégration régionale)
- La sixième édition du colloque *European Union in International Affairs* sur le thème « Protéger et projeter l'Europe » (Institut pour les études comparatives d'intégration régionale)
- Onze sessions de la série des Séminaires de recherche (Institut pour les études comparatives d'intégration régionale)
- Un colloque international sur la théorie et la pratique de l'administration en ligne (ICEGOV) sur le thème « Transformer la gouvernance numérique au service de sociétés durables et résilientes » (ICEGOV 2018 ; UNU-EGOV)
- Le colloque *Global Mountain Safeguard Research* sur le thème « Risques émergents et enjeux futurs pour les régions montagneuses dans le monde entier » (UNU-EHS)
- Le forum de mise en pratique de la recherche organisé par l'Institut de l'Université panafricaine pour les sciences de l'eau et de l'énergie y compris les changements climatiques (UNU-EHS)
- Le symposium organisé à l'occasion du cinquième anniversaire de l'UNU-FLORES, sur le thème « De l'isolement à l'intégration : cinq ans de recherches sur l'interdépendance entre les eaux, les sols et les déchets »
- « Réutilisation des eaux : une source permanente ? » (UNU-FLORES)
- Les sessions mensuelles de la série de séminaires Nexus (UNU-FLORES)
- Neuf sessions de la série des conférences de midi (UNU-GEST)
- « Perspectives du Japon sur l'objectif de développement durable 14 : protéger l'abondance marine » (UNU-IAS et Centre de l'ONU, Tokyo)
- « Atteindre les objectifs de développement durable : infrastructures, investissements et mise en œuvre (UNU-IAS)
- La mise en œuvre de solutions au service des objectifs de développement durable (UNU-IAS)
- « Gouvernance des ressources minérales au service du développement durable : un nouveau cadre » (conférence de départ du directeur sortant de l'UNU-INRA, Elias Ayuk)
- Cinq sessions organisées lors de la Semaine mondiale de l'eau 2018 (UNU-INWEH)
- *Charles Cooper Memorial Lecture* donnée par le professeur Luc Soete, sur le thème « De la destruction créative à la création destructrice » (UNU-MERIT)

- Festival mondial d'action en faveur du développement durable (UNU-MERIT et UNU-FLORES)
- « Think development – think WIDER » (Colloque sur le développement de l'UNU-WIDER)
- Conférence annuelle de l'UNU-WIDER donnée par le professeur Ernest Aryeetey, sur le thème « L'économie politique de la transformation structurelle : la démocratie a-t-elle fait défaut aux économies africaines ? » (UNU-WIDER)

Médias traditionnels, médias en ligne et médias sociaux

66. Les médias traditionnels, les sites Web et blogs et les médias sociaux sont tous des canaux essentiels pour faire connaître l'UNU et ses travaux, renforcer le soutien de l'opinion publique et favoriser la mobilisation.

67. En 2018, 7 800 organes de presse dans le monde ont publié plus de 16 100 articles concernant l'UNU et ses recherches. La plupart des articles étaient le fruit d'organes basés aux États-Unis (26,8 %), en Chine (16,9 %), au Japon (14,9 %) et en Allemagne (4,3 %). Par langue, les articles étaient principalement en anglais (46,8 %), en chinois (20,0 %), en japonais (15,4 %), en espagnol (3,5 %), en portugais (3,1 %), en français (2,3 %) et en allemand (2,2 %).

68. En 2018, les sites Web de l'UNU ont enregistré près de 5,8 millions de pages vues, dont plus de 2,1 millions de pages vues sur le site Web principal de l'Université (unu.edu) et 739 000 pages vues sur le blog de recherche Our World (ourworld.unu.edu). Environ 62 % des utilisateurs accèdent aux sites de l'UNU depuis des ordinateurs de bureau, contre 38 % depuis des appareils mobiles (smartphones, tablettes).

69. Au 31 décembre 2018, les comptes Twitter et Facebook officiels de l'UNU comptaient près de 150 000 et 110 000 abonnés respectivement.

VI. Continuer d'évoluer comme principal centre de réflexion du système des Nations Unies

70. Si elle entend rester une institution rayonnante et productive, l'Université des Nations Unies doit être capable d'adapter sa structure et son fonctionnement pour se saisir de nouvelles perspectives et faire face aux contraintes existantes et nouvelles.

Gérer les enjeux liés aux perspectives institutionnelles

71. En 2018, l'Université des Nations Unies s'est trouvée face à de nouvelles perspectives de croissance et à diverses contraintes de financement.

72. L'Université a pris des mesures fortes en vue du lancement de nouveaux instituts de recherche et de formation. La discussion la plus avancée à cet égard s'est tenue avec un groupe basé à l'Université de Bretagne Occidentale [Brest (France)], qui réfléchit à la possibilité de créer en France un institut de l'UNU sur les sciences océaniques. Jusqu'à présent, les pourparlers ont surtout porté sur les aspects financiers et juridiques du projet, et des financements ont été dégagés afin de définir des domaines de travail potentiels et de mener des préparatifs logistiques. L'Université des Nations Unies agit avec prudence tant qu'aucun engagement ferme n'est pris.

73. L'UNU et le Gouvernement sénégalais ont signé en 2014 un accord de siège pour la création de l'Institut de recherche socioéconomique de l'UNU à Dakar, mais

la conclusion de l'accord bilatéral (de financement) nécessaire à cette fin a été considérablement retardée. Cet accord a finalement été signé en février 2018, avant l'adoption par le Conseil de l'ONU du statut de l'Institut au mois de mai. L'Institut ouvrira ses portes une fois que le financement sera garanti.

74. Toutefois, à défaut de recevoir certaines contributions volontaires (ou promises), les unités ne disposant pas de réserves suffisantes risquent de fermer. Tel a été le cas de l'Institut pour la mondialisation, la culture et la mobilité (UNU-GCM) à Barcelone (Espagne), qui était confronté à des difficultés de financement depuis sa création en 2010 (en partie dues à la situation politique actuelle en Espagne et dans la région de Catalogne). Faute d'être parvenue à un accord de financement durable au premier semestre 2018, l'Université a engagé la procédure de cessation de fonctionnement et a fermé l'Institut à la fin 2018.

75. L'avenir du Groupe opérationnel pour la gouvernance électronique au service des politiques publiques, créé en 2014 et accueilli par l'Université de Minho, est lui aussi incertain. L'accord bilatéral initial a pris fin et l'Université est en attente d'une réponse du Gouvernement portugais quant au financement futur de l'Institut.

Définir les aspirations de l'Université des Nations Unies et les moyens de les satisfaire

76. L'année 2018 a marqué la quatrième année du plan stratégique de l'ONU 2015-2019, axé sur le renforcement de la gestion, la croissance durable et la rationalisation des partenariats. L'objectif sous-jacent du plan est de remobiliser les principales parties prenantes au sein des décideurs afin de promouvoir l'Université comme source d'idées innovantes en matière de politiques, voix objective vis-à-vis des enjeux stratégiques mondiaux et courtier des savoirs digne de confiance.

77. Deux des grandes priorités à mener conformément au plan stratégique sont la production d'une recherche de grande qualité et le fait de privilégier les recherches/avis présentant un intérêt concret pour les politiques. L'Université a su progresser sur ces priorités, comme cela est indiqué ailleurs dans le présent rapport.

78. Courant 2018, le Rectorat a engagé un processus consultatif en vue de l'élaboration du plan stratégique 2020-2024 de l'Université, avec l'intention de consolider les progrès accomplis au cours des cinq années précédentes, tout en s'efforçant de faire progresser encore les axes suivants :

- Assurer la viabilité financière
- Privilégier les recherches axées sur les politiques
- Favoriser la collaboration et une culture de l'innovation
- Renforcer la communication, la visibilité et l'identité de marque
- Encourager et favoriser une culture de travail tenant compte des questions de genre

Égalité des sexes et sécurité sur le lieu de travail

79. Tout au long de l'année 2018, l'Université a su prolonger l'élan engagé au service de deux grands objectifs de sa politique sur l'égalité femmes-hommes et du plan d'action qui l'accompagne :

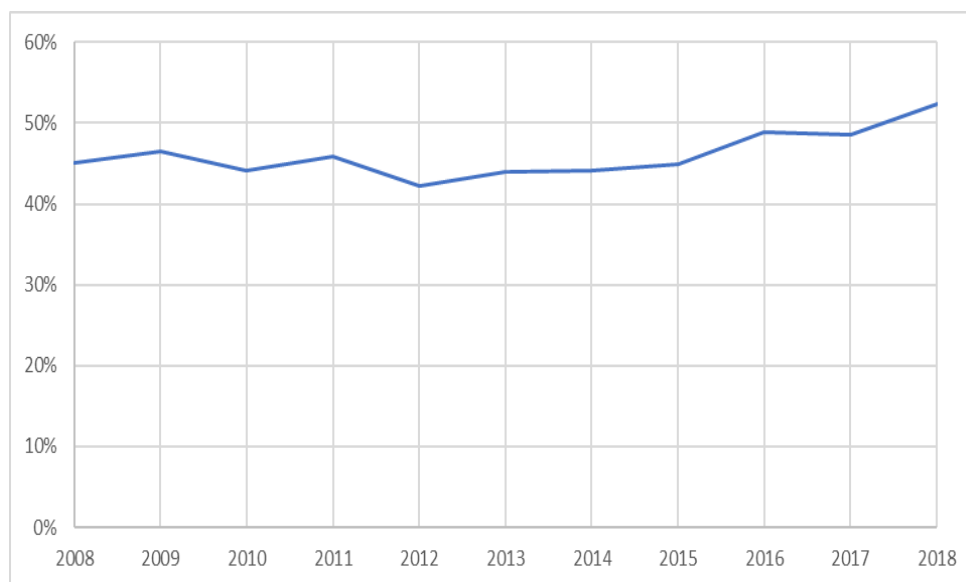
- La parité femmes-hommes, en particulier au sein de l'encadrement ;
- La prise en compte des questions de genre dans ses domaines de travail de fond.

80. En outre, l'Université s'est dotée d'une nouvelle politique pour combattre les comportements interdits, dont le harcèlement sexuel, conforme aux décisions du CCS et aux réformes d'orientation connexes pilotées par le Bureau de la gestion des ressources humaines du Secrétariat, et a modifié la politique relative au personnel de l'ONU en ce sens.

81. L'Université est résolue à atteindre la parité et à garantir l'égalité femmes-hommes au sein de l'ensemble du système de l'ONU. En 2018, pour la première fois, la proportion de femmes à l'ONU a dépassé les 50 % (voir figure V), puisque le personnel de l'Université est composé à 52 % de femmes et à 48 % d'hommes.

Figure V

Pourcentage de femmes au sein du personnel de l'Université des Nations Unies



82. La direction de l'Université reste déterminée à combler la disparité femmes-hommes parmi les directeurs de ses instituts, qui sont de longue date principalement des hommes. À la suite d'une initiative ciblée de sensibilisation et de recrutement engagée depuis 2016, alors qu'un seul institut était dirigé par une femme (soit 7 %), 42 % des instituts étaient en 2018 dirigés par une femme.

83. Le Rectorat de l'ONU veille également à la parité au sein des comités consultatifs et à s'assurer que chaque comité contribuera à préciser et à surveiller certains objectifs et indicateurs en matière d'égalité femmes-hommes au sein de l'institut concerné.

84. L'ONU participe activement à la mise en œuvre du Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Un réseau de coordonnateurs pour les questions d'égalité des sexes au sein du système de l'ONU assure, à l'échelle de chaque institut, la coordination d'activités de sensibilisation aux objectifs du Plan d'action, à ses conditions de mise en œuvre et aux rapports sur les progrès accomplis.

Communiquer sur l'intérêt et l'influence de l'Université des Nations Unies

85. La communication est essentielle aux efforts engagés par l'ONU pour diffuser plus largement les résultats de ses recherches et faire en sorte qu'ils soient vus, compris et exploités.

86. L'Université a donc lancé une stratégie de communication globale à l'échelle du système pour 2018-2019, qui fournit un cadre général d'harmonisation des actions de communication au sein de la structure mondiale de l'ONU au cours de la période considérée. La stratégie vise à mieux faire connaître le poids que peut avoir l'ONU auprès de publics clés et à rehausser la réputation de l'Université à l'échelle mondiale, actuellement restreinte :

- Communiquer plus efficacement sur l'intérêt, la pertinence et le poids des travaux de l'Université ;
- Renforcer les réseaux de parties prenantes de l'Université ;
- Obtenir des résultats en matière de communication auprès de médias locaux et internationaux ;
- Renforcer l'identité de marque et la présence sur Internet de l'Université.

Annexe

Membres du Conseil de l'Université des Nations Unies

2016–2019

Ernest Aryeetey (Ghana), ancien Vice-Recteur de l'Université du Ghana

Simon Chesterman (Australie), Doyen de la Faculté de droit de l'Université nationale de Singapour

Elizabeth Cousens (États-Unis d'Amérique), Présidente-Directrice générale adjointe de la Fondation pour les Nations Unies

Bassma Kodmani (République arabe syrienne), Directrice exécutive de l'Arab Reform Initiative

Irena Lipowicz (Pologne), Professeure à l'Université Cardinal Stefan Wyszyński University de Varsovie

Lan Xue (Chine), Doyen de la Faculté des politiques publiques et de gestion de l'Université de Tsinghua ; et Directeur du l'Institut chinois pour les sciences et la technologie

2016–2022

Carlos Henrique de Brito Cruz (Brésil), Directeur scientifique de la Fondation de recherche de São Paulo et Professeur à l'Institut de physique Gleb Wataghin de l'Université d'État de Campinas

Isabel Guerrero Pulgar (Chili), Directrice de IMAGO Global Grassroots et conférencière à l'Université de Harvard et au Massachusetts Institute of Technology

Angela Kane (Allemagne), Associée principale du Vienna Center for Disarmament and Non-proliferation et Professeure en sciences politiques

Segenet Kelemu (Éthiopie), Présidente-Directrice générale de l'International Centre for Insect Physiology and Ecology

Radha Kumar (Inde) (Présidente du Conseil de l'UNU), ancienne Directrice générale du Delhi Policy Group

Tsuneo Nishida (Japon), Directeur de l'Institut des sciences pour la paix de l'Université de Hiroshima et Directeur de Toho Zinc Co., Ltd.
